

*l'Anti*capitaliste

n°494 | 24 octobre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

FAIRE FRONT FACE À L'ISLAMOPHOBIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Ça craque de partout
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

Turquie: le Parti de la guerre
contre le Parti du pain
Page 5



ACTU SOCIALE

Hôpitaux: rendez-vous
à Paris le 14 novembre!
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Chili: de la fraude du métro
à la grève générale?
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Ça craque de partout

Liban, Haïti, Chili, Équateur, Algérie, Hong Kong, Irak, Catalogne... La liste (non exhaustive) des mobilisations de masse qui ont eu lieu dans la période récente et qui, pour la plupart d'entre elles, se poursuivent, est sans équivoque : ça craque de partout, les peuples envahissent les rues, les pouvoirs vacillent, répriment, et ne parviennent pas à ramener le calme. Ces luttes ont certes chacune des singularités, mais elles se rejoignent en un point : une alliance entre massivité et radicalité, avec un degré élevé de confrontation avec l'appareil répressif d'État. Les populations se mobilisent contre les politiques austéritaires et la vie chère, et/ou contre des mesures antidémocratiques, c'est-à-dire contre la régression sociale et politique organisée à l'échelle internationale au sein d'un système capitaliste en crise, avec des classes possédantes déterminées à saigner les peuples pour assurer le maintien de leur domination.

En France, on n'aura pas manqué de remarquer, en outre, que les mobilisations au Chili et au Liban – entre autres – ont eu pour élément déclencheur des augmentations de prix et de taxes, qui ont joué un rôle de catalyseur de colères plus profondes, plus globales et plus anciennes, comme l'augmentation du prix de l'essence avait joué un rôle central dans la naissance du mouvement des Gilets jaunes. Une coïncidence qui n'en est évidemment pas une. Les révoltes qui se déclenchent sous nos yeux aux quatre coins du monde sont le signe que les classes populaires et la jeunesse ne se résignent pas à accepter d'être broyées par un système de plus en plus brutal et prédateur qui, de surcroît, menace la survie même de l'humanité. Des révoltes auxquelles nous devons apporter tout notre soutien, a fortiori dans la mesure où elles font face à une répression particulièrement brutale, venues de pouvoirs qui, comme Macron en France, répondent par la matraque, voire pire, aux revendications sociales. Ces mobilisations populaires peuvent être un formidable encouragement pour nos luttes, ainsi qu'une source d'inspiration, de par la détermination, l'inventivité et les capacités de résistance des manifestantEs. Face au capitalisme mondialisé et à l'internationale des bourreaux, les peuples en révolte montrent la voie !

À la Une

SNCF Droit de retrait : les cheminotEs sortent les poings

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le puissant débrayage des cheminotEs qui a impacté comme rarement les circulations au niveau national semble toucher à sa fin. Mais, quoi qu'en disent la SNCF et le gouvernement, la situation est loin d'être revenue à la normale : les trains ne roulent pas tous et la colère est toujours là, autorisant tous les rebondissements.

À la rage déjà ancienne contre les sales coups d'une direction assoiffée de rentabilité et contre les plans du gouvernement qui a toujours les cheminotEs dans le viseur, s'ajoute désormais la fierté. La fierté d'avoir mis en panique la SNCF et le gouvernement pendant trois jours de débrayage national et majoritaire. La fierté aussi d'avoir fait fi de tous les règlements anti-grève en vigueur dans le secteur public et d'avoir « posé le sac » en application du droit de retrait face à l'urgence d'une situation dangereuse.

Nos vies valent plus que leurs petites économies

À Saint-Pierre-sur-Vence dans les Ardennes mercredi 16 octobre, un TER a percuté un convoi exceptionnel sur un passage à niveau. Le conducteur, blessé, a dû parcourir un kilomètre et demi à pied sur les voies pour empêcher une nouvelle collision. Les voyageurEs sont restés sans aide pendant de longues minutes. La présence de contrôleurs à bord aurait permis de gérer l'incident : leur tâche principale est d'accompagner les voyageurEs, d'assurer la sécurité ferroviaire, pas de mettre des amendes. Tout dans cet accident était prévisible et aurait pu être évité. Les passages à niveau génèrent un accident tous les trois jours, 36 mortEs par an en moyenne. Mais il n'y a pas d'argent pour les remplacer. À cette incurie de l'État s'ajoutent les économies budgétaires de l'entreprise. En autorisant les TER à circuler avec unE seulE cheminotE à bord, le ou la conducteurE, la SNCF sait qu'elle prend un risque. Un risque « calculé », c'est-à-dire rentable. Depuis quelques mois,



l'introduction dépôt par dépôt de cette conduite « à agent seul » a déclenché des grèves qui sont restées dispersées. La direction a ignoré ces avertissements.

« C'est le gouvernement qui mène une politique sauvage » (Philippe Poutou)

C'est ce qui explique la réaction épidermique des cheminotEs dès qu'ils et elles ont appris les circonstances de cet accident prévisible. Le mouvement de droit de retrait a été unanime en région Champagne-Ardenne dès le jeudi matin et national le vendredi matin, avec des pointes dans les régions de Toulouse et de Tours. Ministres et patrons de la SNCF parlent de grève « surprise », comme si elle avait été organisée en secret pour couler les départs en vacances

de la Toussaint, ou encore de grève « sauvage ». Mais les sauvages sont ceux, comme Guillaume Pepy et Édouard Philippe, qui promettent des poursuites judiciaires aux cheminotEs qui défendent leur peau et celle des usagerEs. Ils saturent les ondes de menaces contre celles et ceux qui leur tiennent tête, mais n'ont pas un mot sur l'accident grave à l'origine du débrayage et ne prennent aucune mesure pour éviter un nouveau drame.

Coup de semonce contre les attaques patronales et gouvernementales

Ce débrayage massif pour défendre la peau des cheminotEs et celle des voyageurEs s'inscrit dans un contexte plus large. Car les revendications en faveur de la sécurité ferroviaire rejoignent celles de bien

des secteurs en lutte : des moyens et des embauches. C'est ce que réclament les pompierEs, les hospitalierEs, mais aussi les salariéEs du privé en butte aux licenciements, ou ceux des usines dangereuses classées Seveso. Ces revendications font partie des mesures d'un plan d'urgence – augmentation des salaires et des minima sociaux, interdiction des licenciements, partage du travail sans perte de salaire, embauches massives dans les secteurs socialement utiles – que nous pourrions opposer à la contre-réforme des retraites que prépare le gouvernement.

Cette levée de bouclier salutaire des cheminotEs est un nouvel avertissement au gouvernement et au patronat, après la grève exceptionnelle de la RATP du 13 septembre.

CorrespondantEs

SOCIAL

Une feuille de route pour construire la grève reconductible à partir du 5 décembre

La grève massive à la RATP le 13 septembre dernier et les perturbations conséquentes qu'elle a entraînées en Île-de-France, ainsi que l'exercice du droit de retrait à la SNCF montrent que quelque chose est en train de changer dans l'état d'esprit des travailleurEs.

Ces événements ont aussi mis en lumière de nouveau la force que représente la grève quand elle est majoritaire. Ils ont donné confiance sur la capacité des travailleurEs à bloquer de manière efficace l'activité essentielle qu'est le déplacement de salariéEs, en même temps qu'ils laissent entrevoir ce que nous pourrions faire si nous étions dans de multiples secteurs en grève majoritaire.

Colères dispersées

Plus encore, l'annonce dans la foulée d'un appel d'une partie des syndicats à la grève illimitée à partir du 5 décembre contre le projet du gouvernement de sabotage total du système solidaire des retraites, a agi comme une impulsion manquante dans ce mois de septembre où s'égrenaient les dates sectorielles sans aucun plan de ralliement pour gagner toutes et tous ensemble.

Aujourd'hui, un appel intersyndical/interprofessionnel à faire du 5 décembre une première journée de grève existe et de nombreuses structures de la CGT et de Solidaires relayent déjà la reconduction de la grève.

Tout cela constitue des points d'appui dans une situation où la colère et les réactions face aux conditions de travail et de vie qui sont mises en miettes sont multiples

mais dispersées, il y a désormais la possibilité d'entrevoir un point de ralliement des salariéEs et de la jeunesse qui, partant d'un refus de la réforme Delevoye sur les retraites pourraient entraîner bien plus dans son sillage tant le ras-le-bol est profond contre ce gouvernement au service des patrons : des Gilets jaunes aux mobilisations pour le climat ou les quartiers populaires en passant par les mobilisations dans les services publics mais aussi dans le commerce, le nettoyage, contre l'augmentation du taux d'exploitation et ses conséquences sur nos vies menant parfois à des gestes irréversibles comme le suicide.

BIEN DIT

Bien qu'il s'en dissocie sur les plateaux, les propos de Jean-Michel Blanquer font le lit du Rassemblement national et encouragent les actes injurieux tels qu'ils ont été pratiqués par le député RN Julien Odoul envers une mère d'élève en sortie scolaire lors d'un conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

Communiqué du SNES-FSU CRÉTEIL, 16 octobre 2019.

Un monde à changer

BERNARD (ARNAULT) AIME DONALD (TRUMP).

Bernard, patron de LVMH et troisième fortune mondiale, n'aime pas trop Greta (Thunberg) : c'est une « jeune fille très dynamique », mais elle ne propose « rien », si ce n'est de « critiquer ». Par contre, Bernard aime Donald, un type constructif comme chacun peut s'en rendre compte.

Non seulement ils sont milliardaires tous les deux mais, au début des années 1980, ils se sont connus à New York où Bernard était, comme Trump, promoteur immobilier. En effet, Bernard a fui la France après l'élection de Mitterrand en 1981. Au bout de deux ans, il est rassuré, finit par rentrer, et le pouvoir « socialiste » bénit sa reprise du groupe textile Boussac (propriétaire de la marque Dior) avec une mise initiale de 40 millions de francs alors que le groupe vaudra 8 milliards trois ans plus tard ! Pour savoir comment les salariéEs seront traités, il faut se reporter à « Merci patron ! », le film de François Ruffin.

Trump élu président, dès janvier 2017, Arnault se précipite parmi les premiers pour le voir. Et Trump lui rend son affection. Il en a donné une démonstration éclatante jeudi 17 octobre lors de l'inauguration d'un atelier de maroquinerie de LVMH (150 salariéEs aujourd'hui, 1000 en principe dans cinq ans) où il a fait son entrée sur la musique officielle de sa campagne électorale. « Nous célébrons avec fierté l'ouverture de la marque Louis Vuitton, un nom que je connais bien et qui m'a coûté beaucoup d'argent depuis des années » a déclaré Trump, évidemment bon client des industries du luxe, avant d'ajouter : « Ce que fait Bernard est incroyable, c'est un honneur de l'avoir au Texas... Vous êtes un artiste et un visionnaire ». Trump ne s'est pas contenté de déclarations : les productions du groupe LVMH échapperont aux nouvelles taxes douanières sur les produits européens. La solidarité internationale des milliardaires n'est donc pas un vain mot. Celle des travailleurEs est à construire et reconstruire en permanence si on veut un jour abattre le monde de Donald et Bernard.

RÉPRESSION La police déteste (presque) tout le monde

Les images des violences contre les pompierEs ont beaucoup circulé, dès le soir de la manifestation, sur les réseaux sociaux. On a pu y voir des manifestantEs nassés et violentés par les flics, des blessures causées par des tirs de LBD, des gazages à bout portant, ainsi que des pompierEs en colère exprimant leur incompréhension, voire leur rage, face à un tel déchaînement de violence.

« C'était la panique totale »

Un pompier professionnel de Dijon a été blessé à l'œil et, à l'heure actuelle, ne sait pas s'il pourra recouvrer la vision. Des témoins de la scène, cités par Libération, racontent : « La manifestation se déroulait dans le calme. Il était environ 17h30 et nous étions sur la place de la Nation. Nous attendions les bus pour rentrer à Dijon, tout le monde était fatigué. Et puis d'un coup, ça s'est excité devant. On a subi un flot de grenades lacrymogènes. Mon collègue était à côté de moi, il a levé la tête et il a pris un éclat de grenade sur le casque. Il est tombé à terre tout de suite, on l'a soutenu et on a appelé les collègues pompierEs de Paris. C'était la panique totale. Après, les collègues se sont un peu énervés. Mais à la base, on ne faisait rien, on attendait pour repartir. Aujourd'hui, nous en voulons aux personnes qui ont donné l'ordre de faire ça. »

Un témoignage qui ressemble à s'y méprendre à tous ceux des victimes de la répression au cours des derniers mois, des Gilets jaunes aux lycéenEs

Le mardi 15 octobre, 10 000 pompierEs manifestaient dans les rues de Paris pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail. Ils et elles ont dû faire face à une répression particulièrement violente de la part des forces de police et de gendarmerie : confirmation que le pouvoir ne tolère aucune contestation sociale et a fait le choix de frapper systématiquement celles et ceux qui contestent sa politique.



en passant par les hospitalierEs, les syndicalistes, les jeunes des quartiers populaires, etc. Un témoignage qui confirme que le pouvoir a définitivement fait le choix de la violence brute face à toute forme de contestation sociale, même face à une profession aussi populaire que les pompierEs.

Cours autoritaire

« Les violences dont sont victimes nos sapeurs-pompierEs sont inqualifiables. Et je n'accepterai jamais qu'elles soient banalisées ou passées sous silence » : ces déclarations de Castaner, en juin dernier lors de la journée nationale des sapeurs-pompierEs, lui sont

revenues en plein visage, comme un boomerang, suite aux violences perpétrées par les policiers et les gendarmes le 15 octobre. Car loin d'avoir calmé la colère des pompierEs, elles ont contribué à la renforcer : face à l'absence de réponse – autre que la répression – à leurs revendications, les organisations de pompierEs ont déposé un nouveau préavis de grève, de deux mois, à partir du 1^{er} novembre. Le 21 octobre, les pompierEs de l'aéroport de Mayotte ont quant à eux affirmé qu'ils n'allaient pas assurer la sécurité incendie de l'avion présidentiel lors de la visite de Macron prévue le lendemain. Le cours autoritaire du pouvoir se poursuit néanmoins, qui ne semble tolérer comme opposition, dans la rue, que les réacs anti-PMA ou... les policiers « en colère ». La lutte contre la politique ultra-répressive du pouvoir et l'organisation de l'auto-protection face aux violences policières demeurent plus que jamais des enjeux essentiels : il en va de la possibilité même de manifester, de revendiquer et de défendre nos droits. Ce que nous comptons bien évidemment faire dans les jours et les semaines à venir...
CB

Le chiffre

123%

Tel était le taux d'augmentation du prix du carburant suite au décret pris par le président équatorien Lenin Moreno. Un décret finalement retiré sous la pression de la rue, au terme d'une gigantesque mobilisation de 12 jours, emmenée par les populations indigènes.



Agenda

Samedi 26 octobre, manifestation des Gilets jaunes Acte 50.

Samedi 26 octobre, soirée de soutien à la caisse anti-répression du contre G7, Paris 11^e. À 18h30, à Studios Campus, 12 bis, rue Froment, métro Bréguet-Sabin.

Dimanche 27 octobre, soirée de solidarité avec Vincenzo Vecchi, Paris 11^e. À 17h, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, métro Rue-des-Boulets ou Nation.

Mardi 29 octobre, rassemblement des hôpitaux, Paris. Lieu et heure à préciser.

1^{er}, 2 et 3 novembre, 4^e assemblée des assemblées des Gilets jaunes, Montpellier.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je n'ai rien contre Greta Thunberg. Cette pauvre enfant est la victime de ses parents manipulateurs, du système médiatique et de la bêtise des adultes.

ALAIN FINKIELKRAUT, Valeurs actuelles, 17 octobre 2019.

En finir avec les journées sans lendemain

Pour autant, nous n'avons que trop subi le scénario des journées sans lendemain ou bien des mois après, des grèves qui se suivent sans se rassembler. C'est pourquoi, nous pensons que dès maintenant il faut pousser dans nos organisations à la construction de la mobilisation, mettre en place des assemblées générales et des cadres d'auto-organisation et de coordination, les ancrer localement afin qu'ils préparent ensemble la reconduction de la grève et la possibilité de construire un mouvement d'ensemble pour gagner !

De même, nous devons chercher à regrouper et à donner une expression commune aux syndicalistes et militantEs du mouvement social, contre la régression sociale, pour une grève générale reconductible à

partir du 5 décembre pour obtenir le retrait de la réforme des retraites et pour s'opposer à l'ensemble de la politique du gouvernement. Le NPA œuvre à ce que le plus grand nombre d'acteurEs agissent ensemble autour d'objectifs concrets et, sans nier les désaccords qui existent, par la discussion et la confrontation des points de vue, contribuent à l'unité de notre camp social. Sans surestimer nos capacités, il s'agit bien de voir comment, à notre échelle, nous pouvons tenter de contribuer à ce que le 5 décembre ne soit pas une journée sans lendemain mais devienne au contraire un point de ralliement de la mobilisation contre la réforme des retraites, le point de départ d'une grève du toutEs ensemble, interprofessionnelle et illimitée, pour faire dégager Macron et sa politique.

Armelle Pertus et Daniela Cobet



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NANTERRE**L'extrême droite fuit la mobilisation étudiante sous protection de la police**

Le jeudi 17 octobre, l'organisation d'extrême droite «La Cocarde étudiante» est venue en nombre diffuser sa propagande réactionnaire en vue d'élections étudiantes à l'université de Nanterre. La veille, ses militants avaient agressé et blessé un étudiant syndicaliste et membre du NPA, Selim, en le traitant d'«arabe» et de «sale gauchiste».

Les étudiantEs de Nanterre sont une vaste majorité à soutenir la revendication d'une fac ouverte à tous et à toutes, aux antipodes du projet de la Cocarde étudiante, qui défend la sélection sociale, la préférence nationale et qui est en lien avec Eric Zemmour et Marion Maréchal Le Pen !

«Nanterre antifa !»

Preuve en est, plusieurs dizaines d'étudiants et d'étudiantes ont quitté leurs cours pour se rendre à l'entrée du campus et y faire savoir à la Cocarde étudiante qu'elle n'y est pas la bienvenue. Aux slogans tels que «Racisme, sexisme, homophobie, à la poubelle !» ou «Nanterre antifa !», les militants d'extrême droite ont répondu en sortant matraques télescopiques, gants coqués et gazeuses lacrymogènes. Ces agressions n'ont pas fait reculer les étudiantEs mobilisés : encore plus sont venus exprimer leur refus des idées d'extrême droite !



DR

La police, appelée par la direction de l'université de Nanterre, est intervenue en se plaçant clairement devant la Cocarde étudiante pour la protéger, à côté du chef de la sécurité de Nanterre. On voit bien de quel côté se trouvent les forces de l'ordre : pas celui de la majorité, pas celui de ceux et celles qui défendent la justice sociale et luttent contre l'oppression.

On voit aussi que la Cocarde étudiante, quoi qu'en dise sa rhétorique «anti-système» est bien un chien de garde de l'ordre établi et des réformes antisociales de Macron. Malgré cela, face à la masse étudiante et aux slogans hostiles, ses membres ont fini par quitter le campus.

L'extrême droite doit dégager

C'est un succès. MilitantEs syndicalistes, politiques, antifascistes de divers horizons, étudiantEs non organisés mais révoltés par les idées rétrogrades de l'extrême droite, c'est toutes et tous ensemble qu'il faut agir pour montrer que jamais les idées de haine n'obtiendront le soutien de la jeunesse de Nanterre !

Le même matin, on apprenait que quatre militants du NPA et syndicalistes, Ayoub, Barth, Selim et Victor, ont reçu un arrêté d'interdiction de l'université de trente jours en raison de leur engagement aux côtés des sans-facs ! M. Balaudé, président de l'université de Nanterre, refuse de négocier avec les sans-facs, interdit d'accès des militants qui défendent les droits des étudiantEs, et en même temps il tolère et protège l'extrême droite !

Le NPA-jeunes appelait les organisations et tous ceux et celles qui ont manifesté leur refus de l'extrême droite ce matin à se rassembler contre sa présence le mardi 22 octobre à 12h 30 devant le bâtiment de la présidence de l'université de Nanterre (bâtiment B). Ce rassemblement, initialement appelés par les sans-facs, était une échéance centrale pour exiger que l'extrême droite dégage de Nanterre.

Correspondants**FORD BLANQUEFORT Nous n'oublierons pas !**

Le lundi 21 octobre, un accord entre Ford, l'État et les collectivités territoriales était entériné lors d'un comité de suivi, piloté par la préfète, en présence de tout le monde, y compris de Ford.

Pour tous ces gens c'est comme un grand jour, satisfaits qu'ils sont d'en finir avec cette histoire de fermeture d'usine. Satisfaits aussi parce qu'ils considèrent qu'ils concluent un bon accord avec Ford, qui laisse quelques millions d'euros pour la revitalisation du bassin d'emplois.

Ils auraient bien aimé le faire en grande pompe mais cela ne sera pas possible. Car il y a une voix dissonante, celle de l'équipe CGT qui dénonce ce qui correspond à une capitulation définitive de l'ensemble des pouvoirs publics. Un scandale qui s'ajoute au scandale de la fermeture de l'usine, illégitime et illégale.

Capitulation face à Ford

À part quelques cris d'indignation l'année dernière, l'État comme les collectivités locales ne se seront pas confrontés à la multinationale. Ils n'auront pas mené le bras de fer. Ni menaces ni pressions, ils n'auront que discuté, négocié comme ils disent, avec les avocats de Ford, pour au bout du compte ne rien obtenir. Et nous n'exagérons pas en disant «rien».

Ils se vantent d'avoir obtenu que Ford laisse 18 millions d'euros. Mais cela représente quoi au regard des près de 50 millions d'euros de subventions publiques perchées ces dernières années ? 50 millions d'euros qui auraient dû être remboursés suite à la condamnation de Ford pour non-respect



CGT FORD

de son engagement de maintenir 1000 emplois minimum jusqu'en 2018, engagement acté dans un accord en mai 2013, signé avec les pouvoirs publics. Mais personne n'a exigé ce remboursement ! Ni l'État ni aucune collectivité n'a saisi la justice pour récupérer l'argent. L'argent ne sera donc pas récupéré. Mais rien ne sera récupéré. Ni le bâtiment, ni le terrain (à part une petite parcelle), ni le parc machines (à part quelques-unes «offertes» aux centres de formation). Ford, qui refusait absolument qu'il y ait une continuité d'activité à la suite, reprend l'essentiel des ses machines pour les transférer dans ses autres usines. Et garde le terrain qu'il devra dépolluer durant les cinq ans qui viennent, et qu'il

pourra vendre au prix du marché à ce moment-là.

Ford s'en sort très bien. Tout est sous son contrôle. Le texte de l'accord aura été rédigé par ses avocats, à part quelques détails à la marge, Ford obtient ce qu'il voulait, jusqu'à l'engagement des pouvoirs publics de ne pas s'attaquer à ses intérêts commerciaux, à ne pas saisir les tribunaux par la suite.

Une autre issue était possible

Ford a de quoi être satisfait. Les pouvoirs politiques et judiciaires se sont tous déballonnés. Mais de leur côté, il n'est évidemment pas question de connaître leur désertion ou trahison. Il faut dissimuler, faire diversion. C'est ce qu'ils font en vantant cet accord lamentable.

Ils font de la mousse, ils baratinent, se disent réalistes, pragmatiques. Ils disent sauver les meubles, en réalité ils sauvent les apparences. De notre côté, nous dénonçons et affirmons qu'une autre issue était possible. Que les pouvoirs publics, moins lâches, moins soumis aux multinationales, moins complices avaient les outils pour contraindre Ford, non pas à rester, non pas seulement à rembourser les aides publiques mais à payer réellement pour toute son œuvre, en réquisitionnant l'outil de production, en prenant la main pour le faire fonctionner au service de la collectivité.

Alors pour cette usine, pour nos emplois, pour les emplois induits, c'est peut-être fichu. Le fait est que nous sommes licenciés et que l'usine devrait devenir une friche. Mais la lutte doit continuer, pour les autres et pour nous aussi. Parce que nous avons raison, parce que c'est injuste, inacceptable.

Nous donnons évidemment suite à la bataille judiciaire (cassation puis en parallèle les prud'hommes et autres encore). Ensuite, nous chercherons les moyens de faire entendre notre colère, notre refus de nous résigner. Nous ferons ce qu'il sera possible de faire, tant que nous en aurons la force, pour faire payer Ford, pour bousculer les pouvoirs publics, pour rappeler tout ce qui n'a pas été fait. Nous ne lâcherons pas parce que nous n'oublierons pas.

Philippe Poutou**LUBRIZOL Nouvelles révélations révoltantes et une mobilisation toujours forte**

Près d'un mois après l'incendie qui a ravagé une partie de l'usine classée Seveso et des entrepôts de Normandie Logistique, entreprise mitoyenne qui stockait des produits toxiques appartenant à Lubrizol, les informations qui continuent à sortir avivent colère et inquiétude au sein de la population.

Les pompiers du SDIS-76 ont ainsi reçu leurs analyses biologiques réalisées après l'intervention. Et pour une dizaine d'entre eux, les bilans sanguins font apparaître des résultats anormaux pour le foie, avec des niveaux de transaminases trois fois supérieurs à la normale, ainsi que des perturbations au niveau de la fonction rénale. Et des pompiers témoignent à propos de l'inadaptation de leurs équipements de protection.

Oui, Lubrizol ça pue, ça blesse et ça pollue...

C'est aussi le sort révoltant réservé aux gens du voyage résidant sur l'aire du Petit-Quevilly, à quelques encablures de l'usine, qui a ému celles et ceux qui ont assisté à la réunion publique organisée par le collectif unitaire jeudi 17 octobre à Rouen. Alertés par l'incendie, les fumées, et sans information, ces riverains de l'aire d'accueil ont sollicité l'intervention des pompiers puis des autorités, l'air étant irrespirable, pour savoir s'ils devaient évacuer le campement. Réponse hallucinante des autorités : les caravanes n'étant pas considérées comme des habitations, les mesures de sécurité ne peuvent



DR

leur être appliquées ! Dans un coin de leur terrain, au milieu des feuilles mortes et de la boue, de l'amiante a été entassée. Ces familles ont dû subir les odeurs pestilentielles aggravées par la précarité de leur habitat : les enfants ont été atteints de vomissements, diarrhées, irritation des muqueuses, troubles respiratoires. Elles ont demandé leur transfert sur une autre aire. La réponse a été de les disperser sur plusieurs lieux alors qu'elles ne le veulent pas car elles vivent ensemble depuis toujours. Et par ailleurs leur dispersion annihilerait leurs possibilités de recours juridiques et de réparations.

Comble du cynisme : elles ont reçu un avis d'expulsion de la part de la métropole !

... et plus que jamais il faut la vérité et la justice !

C'est l'un des intervenantEs à la tribune du meeting du 17 octobre qui a proposé, devant les 800 personnes présentes, que la mobilisation collective réponde présente pour empêcher cette expulsion. Il a été énormément applaudi. Des dizaines d'autres interventions ont nourri le débat amorcé par les interventions de la tribune où se sont succédé plusieurs militantEs syndicalistes et

d'associations environnementales, apportant chacunE des informations techniques solides mais aussi la dénonciation des responsabilités patronales et étatiques.

L'affluence massive à cette réunion publique est révélatrice d'une profonde aspiration populaire à obtenir la transparence complète et la mise en place d'une expertise indépendante, pour que des mesures immédiates soient prises afin d'empêcher les industriels de mettre nos vies en danger. En effet, les communes touchées par le nuage comme la zone autour de l'usine ne sont toujours pas dépolluées. Amiante, suies cancérigènes et dioxine sont encore présentes. Alors que le gouvernement communique régulièrement sur les risques accrus de maladies lorsqu'on cumule nourriture grasse, alcool et tabac, il minimise volontairement le risque d'effet cocktail lié à l'incendie. La prochaine échéance de mobilisation à l'appel du collectif unitaire se déroulera samedi 26 octobre, entre 15h et 17h sur le parvis du Palais de justice de Rouen avec diffusion de tracts, prises de parole, échanges avec la population afin de continuer à construire le rapport de forces.

Marie-Hélène Duverger

Bien entendu, ni cet esprit de guerre en Turquie aujourd'hui ni celui en Allemagne en 1914 ne sont spontanés mais ils sont construits. Ces jours-ci, sur la radio publique en Turquie, il y a un court écho du « front de guerre » presque toutes les 15 minutes. Parfois, il s'agit d'un paragraphe de la lettre d'un soldat, parfois d'un message court émanant également d'un soldat, parfois d'un simple hymne ou d'une déclaration. Si vous allumez la télévision, vous pourrez voir des reporters en tenue militaire prétendant être dans une zone de guerre ou un commentateur portant un gilet pare-balles posant un sabre à la main et déclarant qu'il est prêt pour la guerre. Les journaux parlent des travailleurEs industriels comme de « soldats dans les usines », tandis que le plus grand syndicat du pays réalise une vidéo pleine de chars et de soldats des forces spéciales, déclare son soutien à la guerre et affirme que les travailleurEs sont à leur « poste de travail pour la patrie. »

Union sacrée

Lorsque les syndicats du secteur public ont signé une convention collective prévoyant une augmentation salariale inférieure au taux d'inflation officiel, ils se sont défendus en affirmant que notre pays se préparait à la guerre et que nous devions donc nous préparer économiquement à la guerre. Ils ont déclaré que ceux qui critiquaient cette convention collective étaient des terroristes et des soutiens du terrorisme. La guerre est une bonne excuse pour quiconque veut attaquer les droits des travailleurEs. Erdogan a entamé cette guerre à un moment où le pays est aux prises avec une crise économique et où le gouvernement a annoncé un nouveau programme d'austérité. Dans le climat de guerre et de mobilisation nationale, il est devenu presque impossible de discuter de

TURQUIE Le Parti de la guerre contre le Parti du pain

La prétendue liesse au début de la Première Guerre mondiale en Allemagne est parfois appelée « esprit de 1914 ». Nous pourrions appeler le sentiment public actuel à propos de la guerre en Turquie « esprit de 2019 ».



ces questions sans être qualifié de traître. Donc, fondamentalement, le champ politique est divisé en deux sections : le « Parti de la guerre » et le « Parti du pain ». Alors que la Turquie est en guerre contre le Rojava, le « Parti de la guerre » engage également une guerre féroce contre le « Parti du pain ». L'opposition parlementaire a également rejoint le « Parti de la guerre ». Lors du vote du Parlement pour l'envoi de troupes en guerre, tous les partis, à l'exception du HDP [Parti démocratique du peuple, issu du mouvement kurde et à gauche – NDLR] ont voté en faveur de la guerre, tandis que le président du principal parti d'opposition, le CHP [Parti républicain du peuple] a déclaré qu'il voterait en faveur de l'opération militaire, même si cela lui « déchirait le cœur ». Mais même ce soutien

ne leur a pas épargné des critiques sévères de la part des nationalistes qui affirment qu'ils ne soutiennent pas suffisamment « nos troupes ».

«Éradiquer les terroristes»

Toute déclaration antiguerre, manifestation ou même affichage sur les réseaux sociaux peut entraîner des arrestations et des attaques. La police a déclaré que 839 comptes de médias sociaux avaient publié des contenu incriminants concernant l'opération militaire et que 186 de ces personnes avaient été arrêtées. Ces déclarations et arrestations ont pour seul but d'intimider et d'empêcher toute véritable critique de la guerre. La mobilisation nationaliste au sein de la société crée également plus d'espace pour les attaques racistes/fascistes. En une semaine à peine, une personne a été lynchée et tuée

pour avoir parlé kurde en public, une autre personne a été agressée et hospitalisée. L'organisation de jeunesse des Loups gris (mouvement d'extrême droite) a réuni ses membres devant l'université d'Ankara et a attaqué des étudiantEs de gauche en déclarant que « les universités se tiennent au côté de notre glorieuse armée » et qu'ils « éradiqueront les terroristes des universités ».

Malheureusement, la répression n'est pas la seule raison du manque de mouvement pour la paix. La gauche en Turquie est atomisée et désorientée. L'incapacité (et le manque de volonté) de la gauche radicale à former une alternative politique pendant tant d'années a conduit à cette situation où il n'existe aucune représentation politique appelant à la paix ni aucune propagande en faveur des droits des travailleurEs contre la guerre. Il est donc facile pour les classes dirigeantes turques de gagner le prolétariat à leur politique guerrière. À un moment où la crise et les politiques d'austérité frappent fortement les travailleurEs, où les salaires sont supprimés sous prétexte de guerre, c'est un devoir urgent pour toute la gauche d'expliquer que ces politiques militaristes vont également à l'encontre des besoins quotidiens de la classe ouvrière, et d'entreprendre de gagner des millions de membres du « Parti du pain » à un mouvement pour la paix.

Metin Feyyaz, traduction Henri Wilno

LIBAN

Une mobilisation massive et inédite

Les rues du Liban sont le théâtre de manifestations massives depuis le 17 octobre.

Après des mois d'austérité et une situation économique désastreuse, une pénurie de dollars US qui a causé une menace sérieuse de dévaluation de la monnaie libanaise, avec le risque d'une crise de l'essence et du pain, les incessantes coupures d'eau et d'électricité, et une semaine catastrophique avec des incendies ravageant le pays, le gouvernement s'est réuni et s'est mis d'accord pour imposer de nouvelles taxes, y compris une taxe sur les appels WhatsApp!

Un tournant dans l'histoire des luttes politiques

Si le soulèvement n'est pas seulement causé par cette taxe WhatsApp, les nouvelles taxes (sur lesquelles le gouvernement a déjà reculé) ont été perçues par la grande majorité des LibanaisEs comme une expression grossière de son mépris pour les difficultés du peuple et de sa priorité accordée à la protection de la classe dirigeante aux dépens de la majorité de la population. Des manifestations massives, qui n'étaient pas complètement inattendues, se sont développées dans tout le pays. Et alors que le Liban a connu dans la période récente d'autres « explosions de rue » contre la classe dirigeante (comme en 2015), la « Révolution d'octobre » libanaise de 2019 marque un tournant dans l'histoire des luttes politiques dans la période post-guerre civile. Après près de trois décennies de politiques néolibérales qui ont approfondi les inégalités entre les classes, les gens sont descendus dans la rue pour, cette fois, clairement dénoncer la classe dirigeante, gardienne du néolibéralisme (et de ses propres intérêts de classe), dépassant les clivages communautaires/religieux qui sont d'habitude un excellent moyen, pour les dirigeants, de diviser la contestation. Cette fois, la révolution commencé avec les classes les plus pauvres, chômeurEs et personnes sous-employées – qui sont la colonne vertébrale et la base électorale des partis communautaires/religieux hégémoniques au travers de complexes réseaux de clientèle –, qui se sont tournées contre leurs « patrons ».

Profondes transformations sociales

Des milliers de motards se sont mobilisés jeudi soir, juste après la décision gouvernementale d'imposer de nouvelles taxes, bloquant les routes avec des feux de pneus et paralysant la capitale Beyrouth. Des barrages routiers ont rapidement été établis dans d'autres régions, et les gens ont commencé à se rassembler sur les places et dans les rues du pays, dans une démonstration de colère qui ciblait clairement tous les dirigeants – sans exception, une première. Les mobilisations initiales, qui ont pris la forme d'émeutes, ont rapidement attiré des centaines de milliers de personnes – probablement pour la plus grande surprise de certains. Alors que les manifestations de 2015 étaient menées par des groupes de la société civile représentant principalement les classes moyennes, avec un rejet de toute forme d'émeute ou de désobéissance civile au nom de la protection des manifestations contre les « infiltrés », les récentes mobilisations ont débuté avec ceux qui sont en général – et dans la plupart des cas à tort – considérés comme les « infiltrés ». Ce ne sont pas seulement les modalités de la contestation qui sont différentes, mais aussi l'étendue du mouvement, qui est beaucoup plus importante que par le passé, avec de grosses manifestations dans des régions comme la Bekaa, Tripoli, Nabatiyeh, Tyr et Zouk. Les slogans sont en outre très différents, avec principalement des injures contre les politiciens. L'écho de ces slogans « osés » parmi celles et ceux qui se mobilisent sur les places, qui les auraient rejetés et dénoncés il y a encore quelques années, révèle un très haut degré de colère, qui pourrait constituer un défi à la fois à l'autorité et à la morale – y compris chez les classes moyennes.

Ces différences ne sont pas des détails. Elles reflètent de profondes transformations sociales qui s'expriment dans la radicalité du mouvement. Les mobilisations de ces derniers jours sont le lieu de l'émergence d'une nouvelle alliance de classe entre les chômeurEs, les personnes sous-employées, les salariéEs et les classes moyennes, contre l'oligarchie au pouvoir. C'est une avancée considérable.

Rima Majed, traduction JS

Version intégrale (en anglais) sur <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/libanons-october-revolution-must-go-on/>

CATALOGNE Grève générale contre la répression politique

Le 18 octobre, une journée de grève générale et de manifestations était organisée en Catalogne, suite à la condamnation à des peines de 9 à 13 ans de prison de plusieurs responsables politiques indépendantistes.



en convergeant avec les grévistes et autres mobilisés sur la ville, 500 000 personnes selon la police, 750 000 selon les organisateurs. La tête du cortège portait la revendication « Pour les droits et les libertés, grève générale ». Les slogans les plus repris, « Indépendance ! » et « Liberté ! », ont couvert le bruit des hélicoptères de la police qui survolaient le centre de la ville. Il ne faut pas en outre oublier l'importance des manifestations qui, malgré les départs massifs

vers la capitale, se sont tenues dans d'autres villes comme à Girona ou à Tarragona (30 000). Des voies de communication ont été coupées en divers points comme au port de Tarragona où l'entrée des camions a été rendue impossible. L'entrée dans la prestigieuse Sagrada Família de Barcelone a également été bloquée et la direction a décidé sa fermeture pour la journée. À la mi-journée, 57 vols avaient été annulés au départ de Barcelone El Prat.

En soirée de violents affrontements ont eu lieu dans la capitale entre des groupes de manifestantEs construisant des barricades, faisant brûler des conteneurs... face aux charges de la police espagnole et catalane.

Madrid, déstabilisé par la massivité et, pour une partie non négligeable quoique très minoritaire, la radicalité de la protestation populaire, a le pouvoir, voire la tentation, d'accentuer la répression en assumant de donner de l'écho aux « radicaux ». Cela dans une logique délibérée de politique du pire visant à accentuer les contradictions et les divisions d'un indépendantisme institutionnel désarçonné et divisé sur la stratégie à adopter comme par l'émergence de la violence populaire qu'il condamne. Reste à voir si des entités comme l'ANC, Omnium, Tsunami Démocratique ou les CDR ont la capacité politique de contribuer à résoudre cette complexe situation de crise sans décevoir une mobilisation populaire où les non-violents et les « violents » coexistent, pour l'instant, sans se gêner.

Antoine Rabadan

«Pour les droits et les libertés, grève générale»

Les marches pour la Liberté, parties trois jours auparavant depuis quatre villes, ont été rejointes par une colonne structurée par les Comités de défense de la République (CDR) depuis la proche Castelldefels, dans un impressionnant flot de manifestantEs, dans la capitale et ont rassemblé,

QUAND L'UNIVERSITÉ DE CERGY VEUT FICHER LES MUSULMAN-E-S

Au milieu de la déferlante islamophobe de ces dernières semaines, avec notamment une énième « polémique » raciste à propos des mères voilées accompagnant les sorties scolaires, la « fiche de remontée des signaux faibles » élaborée par l'université de Cergy et envoyée à l'ensemble de ses personnels a certes fait parler d'elle, mais force est de constater que le scandale qu'auraient dû susciter l'existence et la diffusion d'un tel document n'a pas eu lieu. On parle pourtant bien d'un formulaire administratif destiné à fichier les musulmanEs, accompagnant un courrier encourageant les salariéEs d'une administration publique à la délation.

Délation civique

La lecture de la « fiche » est atterrante. Une longue liste de « signaux faibles [de « radicalisation »] liés au comportement d'une personne connue » est établie, parmi lesquels un « changement de tenue vestimentaire » avec, pour les hommes, « port d'une djellaba » ou « port de pantalon dont les jambes s'arrêtent à mi-molets » (sic) et, pour les femmes, « apparition du port d'un voile » ou « port d'un niqab ». Autres « signaux faibles », le « changement de physionomie » avec « port de la barbe sans moustache », mais aussi « [l']arrêt soudain de consommation de nourriture à base de porc » et/ou « [la] consommation récente de produits hallal » (re-sic). En d'autres termes, tout comportement assimilable à une pratique de l'islam est un « signal faible » qui doit faire l'objet d'une notification à l'administration. En effet, comme le rapporte France Info, « le mail



DR

[accompagnant la fiche] précise que, s'il est constaté qu'un étudiant présente un ou plusieurs de ces signaux, il faut renvoyer le formulaire rempli à l'administration. » Le pire n'étant jamais certain mais toujours possible, l'appel au fichage se fait au nom du « civisme », le mail stipulant que « la sécurité étant l'affaire de tous, signaler des événements qui pourraient avoir des conséquences graves est un acte de civisme. »

« Maladresse » ?

Plusieurs enseignantEs de l'université de Cergy ont rendu publique la fiche, ce qui n'a pas manqué de déclencher, au vu de l'énormité de la chose, un petit buzz. La direction de la fac a alors rétrogradé, présentant ses excuses et évoquant « une formulation inappropriée et source d'incompréhension ». Qu'en des termes délicats ces choses-là sont dites ! Le président de l'université François Germinet assure qu'il s'agit de « [l']initiative personnelle » d'un fonctionnaire, comme si ladite initiative avait

pu être prise sans une discussion préalable et sans l'assentiment de la présidence.

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a de son côté brillé par la modération de ses propos, se contentant d'un tweet dans lequel elle affirme qu'elle « désapprouve » la fiche de l'université de Cergy. Interviewée sur BFM-TV le 15 octobre, la députée Laetitia Avia, porte-parole de LREM, a fait preuve de tout autant de fermeté : « Le fichier qui a été produit par l'université de Cergy est maladroite ». Lorsque l'on connaît la propension du gouvernement et de la majorité à « s'émouvoir », à « condamner » et à « faire preuve de fermeté » dans d'autres circonstances, nul doute que les réactions particulièrement mesurées de ces derniers jours n'ont qu'un seul but : relativiser les choses et étouffer « l'affaire ».

Du Castaner en fichier Excel

Une attitude qui, somme toute, n'a rien de surprenant. Difficile en effet de ne pas voir que l'envoi d'une telle fiche à l'ensemble des personnels de l'université de Cergy, accompagnée d'un appel à la délation civique, n'est rien d'autre qu'une mise en musique, certes peut-être un peu zélée, des préconisations de Macron et Castaner quant à la « société de vigilance ». Entendu par une commission de l'Assemblée nationale, Castaner avait ainsi expliqué : « Parmi les signes qui doivent être relevés, un changement de comportement, comme le port de la barbe, la pratique régulière et ostentatoire de la prière rituelle, une pratique religieuse rigoureuse, particulièrement exacerbée en matière de Ramadan. Ce sont des éléments qui doivent permettre de déclencher une enquête approfondie ». Interviewé sur BFM-TV le 13 octobre, Blanquer y était lui aussi allé de sa contribution, en rangeant parmi les « signaux faibles » le fait qu'il y ait à l'école « des petits garçons qui refusent de tenir la main d'une petite fille. » Difficile pour le gouvernement et la majorité, dans de telles conditions, de s'insurger face à l'initiative prise par l'université de Cergy, qui n'est en réalité rien d'autre que du Castaner transposé dans un fichier Excel, accompagné d'un mail traduisant en langage administratif les appels de Macron à la « vigilance » collective. J.S.

SORTIES SCOLAIRES



CHARMAG



Cela fait désormais plus de 15 ans qu'éclatent en France, à intervalles plus ou moins réguliers, des « polémiques » islamophobes, au cours desquelles on assiste à un déchaînement toujours plus violent de haine contre les musulmanEs. La dernière de ces « polémiques » a ceci de particulier qu'elle a été initiée par les plus hauts sommets de l'État, en l'occurrence la présidence de la République, avec le discours tenu par Macron lors de l'hommage rendu aux quatre policiers assassinés à la préfecture de Paris. Ce jour-là, il avait ainsi affirmé la nécessité de « faire bloc » contre le « terrorisme islamiste » et, pour ce faire, de construire une « société de vigilance » dans laquelle chacunE est invité à repérer « les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République ». En d'autres termes, une société de la suspicion contre les musulmanEs et de la délation généralisée, au nom, bien évidemment, de la « lutte contre le terrorisme », en surfant sur l'émotion suscitée par l'assassinat des quatre policiers.

« Un uniforme SS »

Ce faisant, Macron a donné à la fois un coup d'accélérateur et une légitimation supplémentaire aux discours et aux actes

islamophobes, avec une caution d'État offerte aux amalgames visant à assimiler musulmanEs et terroristes. Message reçu cinq sur cinq par les islamophobes, à l'instar du conseiller régional RN Julien Audoulet qui s'est senti autorisé à organiser l'humiliation publique d'une femme voilée accompagnant une sortie scolaire au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, en exigeant qu'elle retire son voile. Et d'expliquer sur Twitter : « Après l'assassinat de nos quatre policiers, nous ne pouvons pas tolérer cette provocation communautariste ». À la radio, à la télévision, notamment sur les chaînes d'information en continu, c'est à un véritable déchaînement que l'on a assisté : « C'est pas un signe religieux qu'on veut interdire, c'est un signal politique. Comme on interdit un uniforme SS, tout simplement » (Olivier Galzi, « journaliste » sur LCI, qui a confirmé ses propos depuis) ; « Il m'est arrivé de prendre un bus ou un bateau où il y avait quelqu'un avec un voile, et je suis descendu » (Yves Thréard, éditorialiste au Figaro) ; « Le regroupement familial, tous les experts considèrent que c'était une erreur monstrueuse de Giscard parce qu'elle a gelé les familles qui ont entretenu leur religion, leur mode de vie, leur façon d'être en France comme ils le faisaient dans leur pays »

(Jean-Claude Dassier, éditorialiste sur CNews) ; etc.

« Le voile n'est pas souhaitable dans nos sociétés »

Du côté du gouvernement et de la majorité LREM, malgré quelques (rares) voix discordantes, on a défendu la ligne du chef, avec parfois un zèle tout particulier, comme du côté de Jean-Michel Blanquer (« Le voile n'est pas souhaitable dans nos sociétés [...] car il n'est pas conforme à nos valeurs ») ou d'Aurore Bergé (« Il est important que chacun se sente accueilli, quelles que soient ses convictions ou opinions et pour cela, il n'y a pas de raison de porter de signes religieux ostensibles qui distinguent plus qu'ils ne rassemblent »). Surenchère chez Les Républicains et à l'extrême droite, avec une proposition de loi d'Éric Ciotti visant à interdire aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires, tandis que Marine Le Pen demande l'interdiction du voile dans l'espace public, ainsi que de la kippa, preuve supplémentaire, s'il en fallait une, que l'islamophobie nourrit les autres racismes... Avec leur discours sur les « signaux faibles », Macron, Castaner et compagnie ont en réalité légitimé les positions les plus radicalement islamophobes et les amalgames les plus délétères. Au vu de la liste des signaux faibles



(voile, barbe, djellaba, nourriture halal, etc.), un trait d'égalité a en effet été tracé entre musulman pieux et individu « radicalisé » et, partant, entre musulman et personne « radicalisable ». Conclusion : d'après le président de la République et son ministre de l'Intérieur, il est désormais légitime, et même recommandé, de « signaler » unE musulmanE pratiquant, car il ou elle est unE terroriste potentiel.

Une riposte à construire

On notera en outre qu'une fois de plus les premierEs concernéEs ont été exclus de la discussion. Grâce à une enquête publiée par le service « Checknews » de *Libération*, on a ainsi appris que, en l'espace d'une semaine, 85 débats sur la question du voile avaient été organisés par les principales chaînes d'information en continu (LCI, CNews, Franceinfo et BFMTV). Au cours de ces débats, 286 invitéEs ont pris la parole. Parmi elles et eux, aucune femme voilée. Cette invisibilisation de la parole des femmes portant le voile ou le foulard est l'une des expressions de cette violence islamophobe qui tend à vouloir faire disparaître de l'espace public toutE musulmanE « visible », et qui nie en outre, au nom de valeurs « féministes », l'identité des femmes voilées et leur capacité à s'exprimer.



Un certain nombre d'entre elles ont heureusement pris la parole, et divers textes, articles, tribunes... ont été publiés, qui montrent que la nouvelle offensive islamophobe et les caps qui sont peu à peu franchis ne laissent pas indifférents. Nous ne pouvons que nous en réjouir, même si la riposte et la contre-offensive sont encore à construire, et qu'il va falloir dépasser un certain nombre de divisions, de querelles et de rivalités pour apporter une réponse politique à la hauteur, qui passera nécessairement par l'organisation

de mobilisations de masse. À ce titre, les silences de certains secteurs de la gauche sociale et politique sont inquiétants. Il n'est pas encore trop tard pour réagir, mais nul doute que sans un soutien le plus large possible aux musulmanEs victimes de stigmatisation et de violences, et sans un appui et une implication forte des partis, syndicats collectifs et associations dans les mobilisations qui commencent à s'organiser, nous ne pourrions mettre un coup d'arrêt à la déferlante en cours. **Julien Salingue**

L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE, UNE OFFENSIVE RACISTE

Il serait éthiquement inacceptable et politiquement erroné de méconnaître la diversité des cibles du racisme dans la France contemporaine, et encore davantage de les mettre en concurrence ou de les hiérarchiser. Pour autant, cela ne doit pas conduire à manquer le rôle fondamental joué par l'islamophobie dans la mise en place à partir des années 1980 d'une nouvelle doxa nationaliste et raciste. Celle-ci ne cessera ensuite de se déployer et produira l'essentiel de ses effets, en France et à l'échelle internationale, après le 11 septembre 2001.

Altérité et dangerosité

En effet, c'est en grande partie sur le terrain de l'hostilité aux musulmans que va ré-émerger une question raciale et que va s'opérer cette « droitisation » du champ politique dont il fut beaucoup question lors de la victoire de Sarkozy aux élections présidentielles de 2007. Celle-ci doit être comprise à la fois dans sa dimension de radicalisation de la droite (et de son électorat) mais aussi comme glissement de la gauche vers la droite, matérialisé par le débauchage de personnalités « de gauche » dans le premier gouvernement Sarkozy puis par la politique menée par le PS entre 2012 et 2017.

De ce point de vue, le développement de l'islamophobie ne se réduit pas à un processus de recouvrement déguisé du racisme anti-Arabs « traditionnel ». Même s'il le prolonge en partie (mais en partie seulement puisqu'il cible également nombre d'immigréEs ou de descendantEs d'immigréEs subsahariens ainsi que des personnes converties à l'islam qui ne sont pas issues de l'immigration post-coloniale), il n'est pas un simple costume dans lequel se présenterait le « vrai » racisme (sous-entendu biologique), toujours identique à lui-même sous l'écorce du différentialisme culturel. Autrement dit, l'islamophobie n'est en rien un simple masque – qui pourrait être retiré aisément et sans dommage – mais la principale forme politique et idéologique sous laquelle se présente aujourd'hui le racisme d'origine coloniale, forme qui doit en tant que telle être prise au sérieux.

Elle permet en effet d'affirmer l'altérité et la dangerosité des immigréEs et descendantEs d'immigréEs extra-européens en raison de leur appartenance, réelle ou supposée, à une « communauté musulmane », qui serait étrangère sinon hostile à la « communauté nationale ». De cette altérité et de cette dangerosité découlerait la nécessité de les surveiller, de contrôler leurs moindres faits et gestes, de s'assurer sans cesse de leur adhésion aux « valeurs de la République » (bafouées par la République elle-même, à travers ses principales institutions), voire de les discriminer au prétexte de leur prétendu « communautarisme ».

Racisme respectable

Une telle entreprise idéologique et politique de stigmatisation et de discrimination ne pouvait prospérer sans se donner des dehors respectables. Ainsi s'est-elle appuyée sur une intense mobilisation intellectuelle et politique, généralement menée au nom des



« valeurs judéo-chrétiennes » et/ou des « principes républicains ». Ces valeurs et principes seraient ainsi mis en péril par la présence visible et l'activisme des musulmans en France.

De ce point de vue, la laïcité a sans nul doute constitué la pièce centrale du dispositif islamophobe. Remodelée à partir des années 1990 et surtout dans les années 2000, détournée de son sens originel, « falsifiée », elle n'a cessé depuis de fonctionner comme un opérateur de racialisation. Elle est en effet de plus en plus considérée, non comme un principe juridique fondamental garantissant la liberté de conscience et de culte ainsi que l'égalité des citoyens devant l'État, mais comme un impératif de neutralité religieuse s'appliquant à tous et en toute occasion (non aux seuls agents de l'État dans l'exercice de leur activité, comme c'était le cas antérieurement) et comme un élément central de l'identité nationale française voire, d'une manière plus audacieuse encore, de la « civilisation judéo-chrétienne ». De ce fait, toute pratique considérée comme « contraire à la laïcité » – c'est-à-dire contraire à cette « nouvelle laïcité » qui s'est imposée avec la loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux dans les écoles françaises – sera perçue comme manifestant un défaut ou un refus d'intégration, voire une tentative « communautariste » de saper les fondements de la République en imposant des valeurs qui seraient contraires à celles de la France. Elle justifiera ainsi, si l'on ose le mot, une excommunication nationale-républicaine. En stigmatisant toujours davantage les musulmanEs, on a ainsi contribué à construire un « problème musulman » sous couvert de le résoudre. Le harcèlement médiatique et politique dont ont systématiquement fait l'objet ces dernières années les femmes musulmanes ayant l'impudence d'apparaître comme telles publiquement, et non de demeurer à la place qui leur est socialement assignée (c'est-à-dire, dans le monde du travail, les emplois généralement les moins valorisés), serait incompréhensible sans cette « révolution conservatrice dans la laïcité ».

Prolifération des discriminations

Si l'instrumentalisation islamophobe de la laïcité est si redoutable, c'est tout d'abord qu'unE immigréE ou un descendantE d'immigréEs extra-européens ne saurait s'y

opposer sans se voir immédiatement qualifié d'« anti-républicain », donc d'« anti-Français », voire d'« islamiste ». Si la critique provient de quelqu'un qui n'est pas suspect d'être musulman (puisqu'il s'agit bien ici d'une logique permanente du soupçon), il sera inévitablement taxé d'« angélisme » ou d'« islamo-gauchisme » – expression dont il faut mesurer la symétrie presque parfaite avec le « judéo-bolchévisme » dont l'extrême droite agitait autrefois le fantôme. On lui reprochera en effet de méconnaître l'offensive menée par l'islam politique et la nécessité d'« adapter » la laïcité (c'est-à-dire de rompre avec l'esprit et la lettre de la loi de 1905), voire de se faire le complice, involontaire ou non, d'une trahison de la France et des « valeurs occidentales ».

Mais la puissance d'une telle instrumentalisation est aussi liée au fait que la logique discriminatoire sous-jacente est par définition proliférante. En effet, le champ des pratiques susceptibles d'être interdites par la « nouvelle laïcité » est potentiellement sans limites. De l'interdiction des signes religieux dits « ostentatoires » pour les élèves dans l'enseignement secondaire (qui – secret de polichinelle – visait en fait les musulmans, en particulier les musulmanes), on est passé au licenciement de la directrice-adjointe d'une crèche privée parce qu'elle portait un foulard (au nom du fait que, même structure privée, celle-ci aurait une mission de service public), à l'interdiction pour des mamans voilées d'accompagner les sorties scolaires de leurs enfants (circulaire Chatel), à l'interdiction du voile intégral dans l'espace public, et même à l'exclusion scolaire de jeunes lycéens et lycéennes au prétexte que respectivement leurs barbes et leurs jupes longues constitueraient autant de signes religieux ostentatoires. Un « guide de la laïcité à l'école » est d'ailleurs récemment venu consacrer institutionnellement ce qui relevait jusqu'à présent de pratiques locales contestées. Était donné l'ampleur des discriminations islamophobes d'ores et déjà endémiques et mesurables, c'est donc une politique séparatiste qui se met en place. Celle-ci prend précisément pour prétexte la lutte contre le séparatisme communautaire dont les musulmanEs se rendraient coupables en toute occasion. Ainsi se trouve reconduite la logique ségrégationniste et raciste évoquée plus haut à propos des Roms : les dirigeants politiques mettent en place des mesures qui marginalisent objectivement un groupe, ou qui entérinent les pratiques d'exclusion sociale qui le ciblent ; puis ils justifient ces mesures et ces pratiques au nom de la marginalité et de l'exclusion dans lesquelles ce groupe se complairait, et au nom de son incapacité, pour de prétendues raisons culturelles, à s'insérer socialement et économiquement. Quoi de plus commode que de légitimer l'exclusion par l'auto-exclusion, la marginalisation par l'auto-marginalisation ?

Ugo Palheta

Extrait de l'ouvrage *La Possibilité du fascisme* (Éditions La Découverte).

INÉGALITÉS

L'Insee confirme que Macron est le président des ultra-riches

Selon un rapport publié par l'Insee le 16 octobre, l'indice de Gini, qui mesure les inégalités, devrait progresser en 2018, de même que le taux de pauvreté. Des conséquences directes des politiques mises en œuvre par Macron.

Selon l'Insee, « le ratio entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20% de personnes les plus aisées et celle détenue par les 20% les plus modestes augmenterait de 0,1 ». En d'autres termes, les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches se creusent, en raison notamment d'une hausse importante des revenus de type dividendes (+ 12,8% pour les entreprises du CAC 40 en 2018, avec 57,4 milliards d'euros versés aux actionnaires) et de certaines mesures du gouvernement Macron, notamment le Prélèvement forfaitaire unique (PFU, la « flat tax » qui plafonne à 30% la fiscalité sur les revenus du capital), qui a incité les grandes entreprises à verser davantage de dividendes pour des raisons fiscales. Comme l'explique Romaric Godin, journaliste à Mediapart, « le PFU a réduit les prélèvements fiscaux sur ces revenus qui étaient auparavant taxés avec des taux plus élevés. [...] Mais surtout, en incitant au versement de dividendes pour des raisons fiscales, ce PFU a creusé encore davantage les inégalités. Les versements de dividendes ont en effet fortement augmenté, concentrant la distribution avant redistribution sur les plus riches ». D'après l'Insee, « ces hausses de revenus des capitaux mobiliers contribueraient pour trois quarts à la hausse [des inégalités] ».



9,1 millions de personnes en situation de pauvreté

Concernant la pauvreté, les chiffres sont tout aussi accablants avec une augmentation « brute » de 0,6 point, de 14,1 à 14,7% de la population, soit 9,3 millions (8,8 millions en 2017). En données corrigées (avec la baisse des loyers dans le logement social), l'augmentation serait moindre, avec un taux de 14,3%, soit 9,1 millions de personnes officiellement en situation de pauvreté. Soit le taux de pauvreté le plus élevé depuis 2011, au lendemain de l'explosion de la grande crise de 2010.

La politique de Macron, au service des plus riches, porte donc ses fruits. Et les chiffres auraient pu être encore un peu plus éloquentes puisque l'Insee n'a pas pu prendre en compte les effets de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et sa transformation en impôt sur la fortune immobilière qui ont, comme chacunE peut s'en douter, bénéficié aux plus aisés parmi les plus aisés. On ne peut dès lors, chiffres officiels à l'appui, que partager le constat de Romaric Godin : « Le néolibéralisme qu'Emmanuel Macron met en œuvre dans le pays avec ses certitudes économiques liées au "ruissellement" est une machine idéologique à créer des inégalités et de la pauvreté. Il favorise ouvertement sous couvert d'une illusoire "efficacité économique" les classes les plus aisées au détriment des plus fragiles. »

Correspondant



DE L'AIR! OUVRONS LES FRONTIÈRES!

La brochure antiraciste De l'air! Ouvrons les frontières! est toujours disponible

Vous pouvez vous la procurer auprès des militantEs du NPA au prix de 2 euros.

POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

SANTÉ

Hôpitaux : rendez-vous à Paris le 14 novembre!

Sept mois après le début de la grève des urgences, la mobilisation s'étend à l'ensemble des services hospitaliers. Il s'agit d'un mouvement sans précédent qui touche tous les soignantEs de l'hôpital, y compris les médecins. L'hôpital vit un moment très particulier et qui prend chaque jour plus d'ampleur.

Aux trois principales revendications portées par le Collectif inter-urgences (salaires, ouverture de lits et embauche de personnels) se sont greffées d'autres demandes, votées à Paris le 10 octobre dernier au cours d'une AG du Collectif inter-hôpitaux (le CIH) qui a réuni, à la Pitié-Salpêtrière, plus de 600 professionnelEs dont beaucoup de médecins. Ces nouvelles revendications portent d'une part sur la gouvernance hospitalière dont les soignantEs ont été privés avec la loi HPST, actant la volonté de l'État d'éloigner les soignantEs des décisions cruciales sur le plan budgétaire, dans la mouvance de « l'hôpital entreprise ». Elles portent également sur le mode de financement des hôpitaux, la tarification à l'activité, profondément inadaptée aux pathologies chroniques et qui participe à la déshumanisation de la médecine en la réduisant à une production d'actes techniques. Enfin, elles comptent bien peser sur le vote du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), chargé de déterminer l'enveloppe globale destinée aux hôpitaux, l'ONDAM, encore diminuée cette année. Plusieurs actions ont été décidées, dont une montée nationale le jeudi 14 novembre de l'ensemble des personnels hospitaliers du territoire. Les usagerEs seront présents et il s'agira certainement d'une manifestation d'ampleur, le mouvement étant très largement soutenu par la population.

« Bons » et « mauvais » patientEs

La colère des soignantEs est alimentée par un sentiment de perte de sens du travail, en lien avec des conditions de travail qui se dégradent. Nous avons peu à peu assisté à un glissement terrible : notre mission n'est plus centrée sur le soin mais sur la recherche de rentabilité.

Il faut que ça tourne : unE patientE qui reste trop longtemps, c'est-à-dire au-delà d'une certaine durée

moyenne de séjour (DMS) – établie par pathologie par pathologie au niveau national – fait perdre des points (donc de l'argent). L'obsession de l'administration et donc des soignantEs par ricochet, depuis une dizaine d'années et l'avènement de la tarification à l'activité, c'est « Quand est-ce qu'il sort ? ». Au point que nous avons fini par donner un nom à ces « mauvais » patientEs qui plombent nos budgets... Ce sont les « bed bloqueurs ». Ce terme est devenu un générique à l'hôpital. Comme celui de « bed manager », chargé de traquer les lits, et de mettre la pression sur les services pour accélérer les sorties. À force, on s'y applique, docilement, on intègre la consigne, consigne qui n'a plus rien à voir avec le fait de soigner.

Mais rassurons-nous, il y a aussi de « bons » patientEs. Ce sont celles et ceux qui, paradoxalement, coûtent cher à l'hôpital (à l'assurance maladie donc !) et qui restent peu de jours. Pourquoi des bons patientEs ? Parce qu'ils et elles nourrissent (sans le savoir) le budget des hôpitaux, calculé sur l'activité qu'ils génèrent. C'est la fameuse tarification à l'activité, la T2A. Chaque séjour de patientE génère un code qui va apporter de l'argent à l'hôpital pour l'année

suivante et qui est déterminé par la pathologie du patientE (dotation fixe par séjour). Il s'agit d'un système inégalitaire, qui ne prend pas en compte les vulnérabilités individuelles, sociales ou autre. Elle ignore les malades au profit des maladies.

Hôpital-entreprise

Ce n'est pas « le juste soin au moindre coût » mais « le moindre soin au meilleur coût » ! Une absurdité. On comprend mieux aussi comment le secteur privé lucratif va tenter de détourner ces « bons patientEs » rémunérateurs, en créant des structures très spécialisées, susceptibles de les prendre en charge et qui s'inscrivent dans la politique du « virage ambulatoire » voulue par Macron et ses prédécesseurs. En calquant le mode de gestion des hôpitaux sur celui du privé, on a renforcé volontairement le modèle de « l'hôpital-entreprise », le soin devenant un objet de production comme un autre, d'où le terme de marchandisation de la santé malheureusement communément admis désormais. Et c'est la culture de service public qui est ainsi mise à distance.

Le plan « Ma santé 2022 », présenté par Macron, sous-entend que notre système de santé ne

souffrirait pas d'un problème de sous-financement mais d'organisation. Ce qui est loin de la réalité, et très culpabilisateur pour des soignantEs déjà à bout de souffle. Le nouveau management public s'applique désormais dans les hôpitaux, ce qui oblige les soignantEs à se soumettre à des logiques de performance, éloignées de leur métier. Cela contribue à la privatisation de la santé, avec une alliance « gagnant-gagnant » de l'État et des marchés privés qui saisissent pour l'un l'opportunité de se désengager du soin et pour les autres celle de faire des profits. Notre système de santé explose, renforçant une santé à plusieurs vitesses, profondément inégalitaire et qui, en définitive, va nous coûter très cher puisqu'il génère de plus en plus de renoncements aux soins, amenant, à terme, à des prises en charge plus onéreuses et à une dégradation de l'état de santé d'une partie croissante de la population. Et parallèlement à ce désengagement, les méga entreprises en santé privées vont continuer à pouvoir faire profiter leurs actionnaires de la manne financière générée par cette dérégulation, une sacrée aubaine!

JL, médecin hospitalier



ANTIRACISME

Retour sur la grève des travailleurs sans-papiers

Le 1^{er} octobre 2019 au matin, 12 piquets de grève se mettaient en place dans Paris mais aussi dans le 92 et le 93. Cette action, coordonnée par la CGT, a permis à quelque 150 travailleurs sans-papiers de se mettre en grève pour réclamer un droit élémentaire : pouvoir travailler légalement c'est-à-dire avec les mêmes droits que tous les autres salariéEs de ce pays.

Ces travailleurs sans-papiers, qui sont tenus par leur absence de papiers de tout accepter (les heures impayées, les horaires de nuit...) n'en sont pas moins conscients du sort qui leur est réservé.

Un exemple de courage

C'est pourquoi ils ont pris le risque de sortir de l'ombre, dans le cadre d'une action coordonnée régionalement, afin de réclamer les

documents permettant de faire une demande de régularisation. Certains d'entre eux travaillent sous alias (l'identité d'un frère, d'un cousin, d'un ami...) et demandent alors une concordance d'identité, c'est-à-dire la reconnaissance par l'employeur de la véritable identité de son salarié. D'autres travaillent avec des papiers dont la provenance est sans doute illégale et réclament eux aussi la reconnaissance de leur véritable passeport.

Ainsi, lors de la grève du 1^{er} octobre, se sont côtoyés des salariéEs de la restauration, du nettoyage, du routage de la presse, du bâtiment. Une partie sont intérimaires, d'autres sont en CDD ou CDI. Certains demandent aussi la reconnaissance d'heures supplémentaires, la requalification d'un CDD en CDI... Car bien souvent, aux problèmes de papiers viennent s'ajouter des entorses quotidiennes dans l'application du code du travail envers ces

travailleurs, doublement exposés, doublement précarisés.

Travailleurs indispensables

C'est au nom de la circulaire Valls de 2012 que ces travailleurs demandent à être régularisés. En effet, les gouvernements qui se succèdent depuis plus de 40 ans, dans leur grande hypocrisie, interdisent la libre circulation, mais les immigrés, avec ou sans papiers, travaillent.

SANS-PAPIERS Face à l'hypocrisie de l'État patron, les Chronopost tiennent bon

Plus de quatre mois de grève des travailleurs sans-papiers de l'agence Chronopost d'Alfortville, et ces derniers se voient toujours opposer un refus à leur revendication de travailler dans les mêmes conditions — et avec les mêmes droits — que leurs collègues. En d'autres termes, d'être embauchés et régularisés.

La ténacité des grévistes, leur capacité d'initiative qui se traduit par de nombreuses actions menées tant vers les employeurs (groupe La Poste, entreprise sous-traitante, agence d'intérim) que vers l'État (préfecture du 94, DIRECCTE, ministère du Travail), ainsi que la solidarité qui s'organise autour d'eux, obligent toutefois les pouvoirs publics à ne pas les ignorer. Ainsi, fin septembre, le préfet du Val-de-Marne recevait, pour la première fois en personne, des délégués des grévistes et du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, des représentantEs des organisations syndicales les soutenant, ainsi que des éluEs. S'il s'est engagé à étudier les dossiers « avec un regard bienveillant » (c'est-à-dire en allant au-delà des critères de régularisation par le travail de la circulaire Valls), il annonce, dans le même mouvement, avant même toute étude des dossiers, que tous ne seront pas régularisés. Une application stricte du cas par cas, qui est en même temps un positionnement conforme à la politique gouvernementale, notamment exprimée par le discours de Philippe devant l'Assemblée nationale le 7 octobre.

Quand l'État couvre l'État

Parallèlement, en insistant sur le fait que les travailleurs de Chronopost n'auraient, selon lui, qu'un lien « ténu » avec le groupe La Poste (juridiquement parlant), le préfet adresse un message très clair, venant là aussi en ligne directe du gouvernement : La Poste est intouchable. Cette dernière a beau avoir changé de statut et être devenue une société anonyme, elle reste un État dans l'État. L'appareil administratif, en la personne du préfet du Val-de-Marne, couvre donc un patron qui n'est autre au final que... le sien. Un bel exemple (de plus !) d'hypocrisie. La France s'enorgueillit d'être le premier pays à avoir voté (en 2017) une loi obligeant les entreprises de plus de 5000 salariéEs à établir un « plan de vigilance » visant à prévenir les risques, notamment en matière de droits humains, sur leurs propres activités mais aussi sur celles de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs. Outre le fait que cette loi est insuffisamment contraignante, l'État devrait commencer par balayer devant sa porte. Chronopost connaissait parfaitement, contrairement à ce que clame Wahl (le PDG de La Poste), la situation d'irrégularité de ces travailleurs. En effet la hiérarchie de l'agence refusait, pour cette raison précise, de leur fournir un badge d'accès (les obligeant à venir en demi-heure plus tôt au travail pour entrer en même temps que d'autres salariéEs). C'est donc en toute connaissance de cause que le patronat postal exploite des travailleurs sans-papiers. Ne s'agit-il pas d'une violation caractérisée des droits humains ?



Alors certes, les Chronopost se battent contre un adversaire de taille, un ennemi de classe à double visage, étatique et patronal. Mais ils ne lâchent pas l'affaire. La solidarité militante et financière est donc plus que nécessaire. Une politique visant à faire converger les

mobilisations de travailleurEs sans-papiers, au-delà des barrières organisationnelles, l'est tout autant.

Édouard Gautier

Cagnotte en ligne: <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/7g909is1>

Pétition de soutien: <http://chng.it/XWfPJQyNBB>

COMMERCE Nike en grève: on ne se laissera pas faire!

Depuis le 8 octobre, près de la moitié des employéEs du magasin Nike des Champs-Élysées sont en grève, pour l'application du Code du travail, l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

C'est un arrêt de travail au stock qui a conduit à ce qu'une soixantaine de salariéEs, dont une poignée de managers, sortent du magasin, échaudés par la pression quotidienne des petits chefs de la boutique, la plus grande de France, ouverte 7 jours sur 7, jusqu'à 23 h de surcroît.

Dynamisme des jeunes grévistes

Parmi leurs 13 revendications, les grévistes exigent entre autres l'instauration d'un management bienveillant, l'effectivité du suivi de personnel par la médecine du travail et le respect de la législation sur le travail de nuit qui leur est payé seulement 15% de plus entre 22h et



23h là où la très rétrograde loi Macron prévoit... une majoration minimale de 100% à partir de 21h!

Après plusieurs rassemblements et des visites à leurs collègues des magasins de La Défense et du Forum des Halles, ils et elles tiennent, avec l'aide du syndicat Sud Commerce, un piquet de grève chaque après-midi depuis le 17 octobre: le dynamisme des jeunes grévistes détonne sur la plus belle avenue du monde.

La direction doit engager sans plus tarder la négociation d'un accord de fin de conflit, y compris avec le syndicat que se sont choisis les grévistes et qui vient de désigner un représentant, plutôt que de s'évertuer à imposer celui maison, la CFDT, qui n'est pas dans la lutte. Une trentaine de dossiers ont été déposés devant les Prud'hommes en référé pour demander une provision pour non-respect de la législation du travail en soirée.

Aidons-les à gagner leur marathon de la grève en passant la soutenance (métro Franklin-Roosevelt) et en versant à leur caisse de solidarité: <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/p1x3w29x>

LD

CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY

En grève... pour appliquer le protocole de grève

La colère a éclaté à nouveau au centre hospitalier du Rouvray, établissement public de psychiatrie, à Rouen.

Après des mois de grève (de mars à juin 2018) et 18 jours de grève de la faim de certains d'entre elles et eux, le personnel du centre hospitalier du Rouvray avait réussi à imposer un protocole de fin de conflit. Il prévoyait la création de 30 postes supplémentaires et la concrétisation de projets, dont un service pour les adolescentEs, ceux-ci étant souvent hospitalisés dans les services d'adultes.



Mépris et arrogance de la direction

Arrivé en janvier 2019, le nouveau directeur, un « spécialiste », paraît-il, des « établissements en difficultés », n'a cessé de tergiverser sur l'application du protocole, pour finalement expliquer que les difficultés actuelles (renégociation connue) relèvent avant tout d'un « problème d'organisation » et non d'un « renforcement des effectifs ». Pourtant, la réalité du terrain, c'est qu'il y a toujours 20 à 30 patientEs hospitalisés dans des bureaux et des couloirs. La réalité c'est que faute de personnel, la maltraitance institutionnelle est toujours là. Les représentantEs du personnel ont beau mettre les chiffres précis sur la table et démontrer que les postes ne sont pas pourvus, dénoncer les agressions voire les viols d'adolescentes dans les services d'adultes, qualifiés d'« événements indésirables » par la direction, rien n'y fait. L'Agence régionale de santé, signataire de l'accord, se lave les mains de la situation : elle a versé les crédits, le reste n'est pas son affaire.

Face au mépris et à l'arrogance de la direction, la mobilisation est montée d'un cran le 15 octobre avec une action coup de poing : l'occupation de la mairie de Rouen. Avec la participation de représentantEs de l'EHPAD voisine et de quelques Gilets jaunes, les personnels du Rouvray ont envahi le balcon de la mairie où de grandes banderoles ont été déployées. Ils ont fini par obliger le maire (PS) à les recevoir. Tout en reconnaissant qu'un protocole doit être respecté, mais n'étant « pas ministre de la Santé » celui-ci s'est engagé... à « passer quelques coups de fils »!

Au Rouvray, les personnels exaspérés, et les syndicats de nouveau unis, comme pendant la grève de 2018, sont décidés à ne pas en rester là, et à faire rapidement à nouveau parler d'eux. Ils poursuivront leur mobilisation qui rejoint celle de l'ensemble de la santé (psychiatrie, urgences, EHPAD...) jusqu'à obtenir satisfaction.

Correspondant

Un sujet qui embarrasse nos dirigeants. Comment faire avaler la pilule de l'immigration créatrice de chômage et « en même temps » valider le fait que sans cette main-d'œuvre l'économie française (et européenne plus largement) serait mise en grande difficulté ? Il faut faire des efforts et des contorsions pour comprendre... Le gouvernement Valls avait finalement trouvé une solution : régulariser par le travail. Si une personne peut justifier d'un certain temps de présence sur le territoire et d'un certain nombre d'heures de travail, alors sa situation peut permettre l'obtention d'une carte de séjour. Le gouvernement Macron-Philippe réfléchit lui à une loi qui permette une immigration contrôlée en

fonction des besoins de main-d'œuvre (sur un modèle du type étatsunien). Une vraie politique au service du patronat, mais n'est-ce pas là sa marque de fabrique...

Les affaires continuent

Les contradictions sont bien là et les 150 en lutte du 1^{er} octobre le démontrent bien. Car si l'on reproche aux immigréEs tous les maux (chômage, dumping social), ils et elles sont les premiers à en faire l'amère et cruelle expérience. Pendant ce temps, alors que des piquets ont été délogés par la police, les affaires continuent. Et ce sont bien les entreprises qu'il faut pointer du doigt. Car les affaires tournent rond pour KFC, l'UGC Ciné Cité, Léon de Bruxelles...

Les entreprises ont fini par céder et ont établi les CERFA (formulaire de contrat de travail) et certificat de concordance pour 11 des 12 piquets. Un patron récalcitrant (puisqu'il a menacé les grévistes), devra sûrement répondre de ses actes devant la justice. Il s'agit de l'agence Cervus dans le 92. Les dossiers ainsi constitués suivent leur cours auprès des préfetures, et les travailleurs de la lutte du 1^{er} octobre devraient obtenir leur titre de séjour dans les semaines qui viennent. Amplifier ce type de luttes concrètes pour la régularisation des sans-papiers est dans doute le meilleur remède pour combattre l'extrême droite et un patronat vorace.

Maude L.



DR

Vie interne

Les comités en action!



Réunion publique

Notre santé, pas leurs profits!

MARDI 29 OCTOBRE
À 18H30 AU LIEUT-DIT

C'est le moment où débutera au Parlement, le débat concernant le PLFSS, projet de loi de financement de la sécurité sociale. Le montant du financement de l'hôpital public envisagé par le gouvernement est contesté par la mobilisation des hospitalierEs. Les urgences, mobilisées depuis le printemps dernier, sont aujourd'hui rejointes par le corps médical. Un mouvement d'ensemble de l'hôpital public contre Macron/Buzyn se dessine. Vous êtes invitéEs à en débattre avec des animateurEs des Collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux.

Bar-restaurant le Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, 75020 Paris.

Commission nationale immigration et antiracisme: l'urgence à réagir

La commission nationale immigration et antiracisme du NPA s'est réunie le 19 octobre.

La commission nationale de ce week-end s'est tenue en pleine tempête islamophobe. La question de nos mobilisations à venir, sur ce point comme sur l'ensemble des questions fondant l'urgence antiraciste, a été au cœur de la première matinée de discussions.

Des ripostes à organiser

Étaient représentées à cette commission les villes suivantes: Strasbourg, Perpignan, Marseille, Grenoble, Rennes, Rouen, le Havre, Créteil, Paris... Loin de couvrir l'ensemble de notre travail antiraciste national, mais de quoi faire le point collectivement sur la gravité de l'offensive raciste s'adossant à l'islamophobie mais aussi sur les politiques gouvernementales qui attaquent encore les droits des migrantEs.

Face à cela, nos ripostes s'organisent:

- le 18 décembre. L'année dernière, cette date, journée internationale des migrantEs, avait été marquée par la plus grande mobilisation depuis longtemps avec des manifestations dans une soixantaine de villes. Cette année, nous proposons de nous engager dans la préparation d'une nouvelle journée qu'on espère encore plus réussie;

- divers fronts de soutien aux musulmanEs stigmatisés se constituent, en général à l'initiative des premierEs intéresséEs. Au-delà d'une simple volonté de division de notre camp, Macron et compagnie font de l'islamophobie une croisade contre les quartiers populaires visant à épurer l'espace public des musulmanEs «visibles», tout en attaquant indirectement les



droits de touTEs. Nous affirmons quant à nous que le problème n'est évidemment pas les musulmanEs,

mais bien l'islamophobie! Dans ce contexte dramatique, les lignes politiques bougent cependant

positivement au sein du mouvement social comme l'ont marqué les prises de positions d'organisations comme la FCPE, la LDH, l'Unef, certains groupes de la FI ou des JC... Nous pouvons et devons nous appuyer sur ces avancées pour élargir les fronts de lutte.

Appuyer les mobilisations des premierEs concernéEs

L'après-midi a été consacré aux échanges sur nos politiques locales, autour du questionnement sur les rapports entre antiracisme politique et humanitaire. Nos types et cadres d'interventions sont divers (Resf, Asti, collectifs de soutien aux migrantEs, luttes sur le logement comme avec le DAL, syndicalisme...). Mais une certaine homogénéité s'est révélée autour de nos boussoles politiques principales: l'exigence de la liberté de circulation et d'installation, la nécessité de favoriser et d'appuyer les mobilisations des premierEs concernéEs. Celles-ci se renforcent actuellement: collectifs sans-papiers, mobilisations dans les quartiers populaires. À nous d'apporter notre soutien à leur construction et d'y défendre nos positions.

Dernier moment de la commission, le travail sur nos modes d'organisation: l'occasion de rappeler l'existence d'une liste large «travail antiraciste» à laquelle militantEs et sympathisantEs de nos idées investis sur ce terrain sont appelés à s'inscrire, ainsi qu'une page facebook «commission migrations/antiracisme» du NPA. Prochain rendez-vous de la commission en janvier.

NPA

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION, UNE UTOPIE ?

RÉUNION PUBLIQUE AVEC JULIEN SALINGUE
VENDREDI 25 OCTOBRE À 18H30

CHÂTEAUX SALLE MADELEINE SOLOGNE
6 RUE MAX HYMANS

FIN DU MONDE FIN DU MOIS

MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT SORTONS DU CAPITALISME !

REUNION DEBAT
MERCREDI 27 NOVEMBRE
20H AU CARDEK
1 PLACE DES ORPHELINS STRASBOURG

AVEC **CHRISTINE POUPIN**
PORTE PAROLE DU NPA
COMMISSION NATIONALE ECOLOGIE DU NPA

Librairie

Les rencontres de La Brèche

À la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Razmig Keucheyan,
Les Besoins artificiels,
jeudi 24 octobre à 18h30



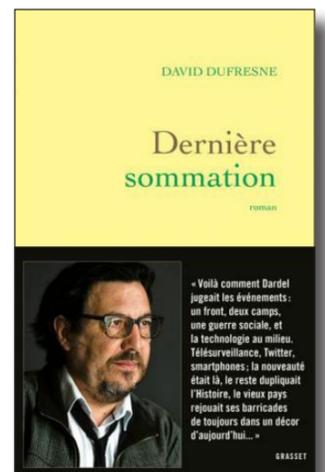
Malcolm Ferdinand,
Une écologie décoloniale,
samedi 26 octobre à 17h30



Raphaël Kempf,
Ennemis d'État,
mardi 29 octobre à 19h



David Dufresne,
Dernière sommation,
mardi 5 novembre à 18h30



Bande dessinée

Spirou, l'espoir malgré tout (deuxième partie)

Scénario et dessin Émile Bravo, éditions Dupuis, 90 pages, 16 euros.

En général, les séries à succès connaissent des « reprises » pour continuer les aventures et le « business » (voir XIII, Blake et Mortimer, Astérix, etc.) et/ou des « préquel » qui se situent avant le début initial de la série (« La jeunesse de... »). Le cas de Spirou est unique car on a, à la fois le préquel (*Le petit Spirou*) et les reprises (nombreuses dont celles, magiques, de Franquin puis Fournier), et le cas Émile Bravo. Ce dernier s'est mis en tête de remplir le trou noir dans l'historiographie des personnages créés par Rob Revel en 1938 pour Dupuis. Qu'ont bien pu faire Spirou, Fantasio et le petit écureuil Spip pendant la Seconde Guerre mondiale et l'occupation nazie de la Belgique ? Commencé en 2008 avec *le Journal de l'Ingénu* et poursuivi avec la première partie de *L'Espoir malgré tout*¹ où les héros sont confrontés à l'attente de la catastrophe, puis à la guerre et à l'Occupation.

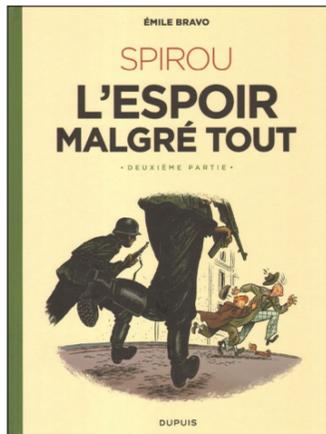
Au cœur de l'enfer

À la fin de la première partie de « L'Espoir », nous avons laissé Spirou tenter de convaincre son ami Fantasio de sauter du train qui devait l'amener travailler en Allemagne dans une usine d'armement. Il y parvient mais se pose alors la question de la survie de nos héros au milieu des privations et des humiliations. Émile Bravo s'est directement inspiré de Jean Doisy, le directeur des éditions Dupuis pendant l'Occupation. Confronté à la censure de l'occupant et des collaborateurs belges, il transforma le journal en troupe de théâtre ambulante, « Le Farfadet », où les aventures de Spirou furent poursuivies sous la forme de marionnettes. C'est ce que font donc nos amis avec la complicité d'artistes juifs (Félix et Felka), d'un prêtre en délicatesse avec la position officielle de l'Église et d'un mystérieux mécène qui n'est

autre que le chef d'un réseau de résistance qui se sert du théâtre pour communiquer entre villes et villages.

Un peu plus loin vers l'horreur

Dans notre chronique de la première partie, nous remarquions : « Bravo devra faire des prodiges pour garder son sens de l'humour et des gags. » Ne le cachons pas : quand la répression des nazis et la traque des juifs et de leurs enfants s'intensifient de jour en jour, les gags cèdent la place au désespoir et surtout à la lutte (difficile avec les gaffes à répétition de Fantasio). Émile Bravo ne cache rien du comportement scandaleux de simples citoyens belges mais aussi de la rivalité entre Rexistes (collabos wallons) et Brigadistes noirs (collabos flamands).



Spirou se désespère de retrouver son amie juive Cassandra déportée en Pologne et ne voit pas comment lui venir en aide. Une nouvelle rafle de gamins juifs dans son quartier va

le conduire au pire. Échouant dans sa tentative pour les libérer, il se laisse embarquer dans le train pour Auschwitz. Fin de la deuxième partie. Certains grincheux pourront dire qu'Émile Bravo s'écarte un peu trop du caractère et des aventures époustouflantes du Spirou traditionnel, mais nous y gagnons un réalisme et un humour subversif où Spirou berne un curé traditionaliste, les gendarmes, les miliciens et les « braves gens » collabos. On nous présente des gamins farceurs qui mènent la vie dure à l'occupant. Le tout avec une mise en page très « ligne claire », où les couleurs deviennent de plus en plus austères avec la montée du drame, d'où il sortira forcément vivant. Mais comment et avec qui ? À suivre...

Sylvain Chardon

1 - Voir L'Anticapitaliste n°448.

BD humoristique

Les aventures de Coco et Maîtresse, de Martin Singer

Éditions Warum, 9 euros

Coco aime Maîtresse, il ferait n'importe quoi pour elle. « Il faut dire que Maîtresse être grande femme blanche qui faire rêver Coco. Mais si Maîtresse être toujours sévère, elle pas être toujours juste avec pauvre Coco ». C'est le moins que l'on puisse écrire ou dessiner. À travers ce petit essai parodiant l'imagerie paternaliste occidentale à travers le « bon noir » inspiré de *Tintin au Congo* (version originale), Martin Singer traite avec humour et acidité du colonialisme, mais aussi de l'exploitation sexuelle des femmes par les hommes. À découvrir, car la BD rééditée date de 2011 sans que « Moulinsart », les ayants droit de Hergé, n'aient pu la faire condamner ou retirer car ni Tintin ni Milou ni les autres ne sont représentés. Un pur régal !

SC



Cinéma

Sorry We Missed You, de Ken Loach

Film belgo-britannico-français, 1h40, sortie le 23 octobre.

Avec cette nouvelle histoire familiale Ken Loach et son scénariste Paul Laverty décortiquent chaque étape du désastre social et intime de l'ubérisation qui provoque, par l'implosion de chaque individu, l'explosion du collectif. Chaque scène tournée au millimètre combine sobrement la chaleur du regard sur les membres de la famille et l'implacable mécanique froide du système qui les broie.

Une vie de précarité

L'histoire nous parle d'autant plus qu'elle est le quotidien de nombreuses familles de part et d'autre de la Manche. Une famille de la classe ouvrière qui a pris de plein fouet toutes les évolutions du monde du travail : Ricky a oublié depuis longtemps ce que c'était que de travailler en CDI, il enchaîne les boulots mal payés, il n'hésite pas à « traverser la rue », mais ce n'est



que pour recommencer sans en voir la fin. Abby travaille dans le « service à la personne », et court toute la journée parce qu'elle travaille avec un contrat zéro heure, donc payée à la « tâche ». Et pourtant, elle résiste et trouve l'énergie d'amener

à chacune des personnes aidées un peu d'humanité. Leur fils de 15 ans est en pleine crise de révolte contre la situation que la société fait à ses parents. Avec sa bande ils et elles fuient l'école et l'avenir bouché pour tagger, dans des endroits improbables, des fresques qui disent leurs colères et leurs rêves de jeunes ados en recherche d'eux et elles-mêmes et des autres. Quant à sa sœur de 11 ans, elle apprend déjà à assumer la charge mentale qui pèse sur les filles, à l'affût de tout ce qui menace sa famille. La seule chose que possède la famille, c'est la voiture d'Abby, qui lui permet de visiter un maximum de personnes et de ne pas rentrer trop tard pour entrevoir ses enfants avant le coucher.

Spirale infernale du travail ubérisé

Alors quand Ricky, au bout du rouleau, rencontre le patron d'une plateforme de livraison de colis

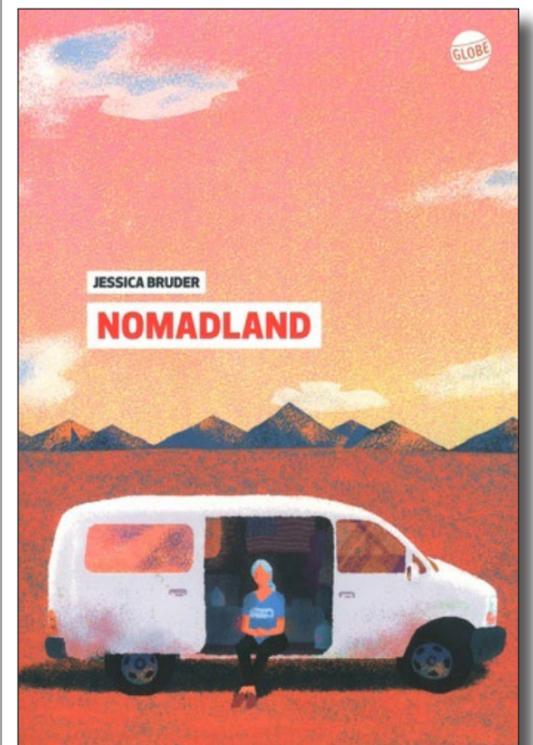
qui lui propose de travailler pour lui sans être salarié, « librement » en fonction de « ses besoins », il a une envie irrésistible d'y croire. Il surmonte les résistances d'Abby qui vend sa voiture pour financer la garantie du crédit d'achat d'une camionnette, dégradant immédiatement les conditions déjà tellement précaires du travail d'Abby et de la vie de la famille. Ce n'est que le début de la spirale infernale du travail ubérisé. Et ce n'est pas que le travail qui est ubérisé, c'est toute la société qui combine délitement des relations de travail et des services publics, renforcement du pouvoir des possédants (a fortiori lorsque ce sont des nouveaux possédants), mise sous surveillance par un système scolaire inquisitorial, rabaisant chaque individu à sa responsabilité individuelle dans la précarité absolue et son incapacité à la surmonter. Comme souvent avec Ken Loach, on ne peut que s'identifier à cette famille, au fur et à mesure du film on a le cœur serré et la rage qui monte. Un vrai carburant pour la révolte anticapitaliste.

Cathy Billard

Essai

Nomadland, de Jessica Bruder

Éditions Globe, 320 pages, 22 euros.



Dans les États-Unis de Donald Trump, des retraités vivent dans des camping-cars, des camionnettes, des vans ou des fourgons aménagés. Issus de la classe moyenne voire de la petite bourgeoisie, ils ont vu leurs retraites partir en fumée avec la crise des subprimes. Leurs économies ayant disparu, ces derniers n'ont eu pour seule autre solution que d'emménager dans ces « maisons sur roues ».

Main-d'œuvre très recherchée

Depuis, ces retraités ruinés vivent sur la route, et traversant le pays, ils sont devenus une main-d'œuvre très recherchée pour le travail temporaire. On les retrouve l'été dans les parcs nationaux pour entretenir les campings, à l'automne dans les récoltes, à l'époque des fêtes chez Amazon. L'autrice nous montre d'ailleurs que l'embauche de cette main-d'œuvre peu revendicative fait même l'objet d'un programme spécial de recrutement par Amazon, la « Camperforce ».

La journaliste, qui a vécu au côté de ces nouveaux « hobos », nous fait partir à la rencontre de cette communauté, de ses cadres de socialisation, de ses rêves et de ses règles ; mais aussi des contradictions qui la traversent. Au pays de l'American Dream, que reste-t-il quand on a tout perdu ? Jessica Bruder n'oublie pas non plus de rappeler comment le démantèlement du système des retraites a pu engendrer des situations comme celles qui sont présentées dans son enquête. À l'heure où Macron et son gouvernement se préparent à attaquer nos retraites, ce livre peut nous éclairer sur l'après...

Nomadland est un livre sur un livre-enquête qu'on peut lire en parallèle de *Janesville - Une histoire américaine*, d'Amy Goldstein, sur les conséquences de la fermeture de l'usine GM de Janesville dans le Wisconsin, et de *Heartland - Au cœur de la pauvreté dans le pays le plus riche du monde*, de Sarah Smarsh, pour comprendre et analyser la situation des classes populaires blanches étatsuniennes avant la présidentielle de 2020.

Sally Brina

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

Chili : de la fraude du métro à la grève générale ?

La classe travailleuse chilienne fait son bilan de trente ans de « démocratie » libérale. Un article rédigé suite à un entretien avec **Karina**, militante anticapitaliste et animatrice de la Coordination féministe du 8 mars.

D'un jour à l'autre, des milliers de personnes vivant à Santiago de Chile, la capitale, et au Chili, sont entrés en résistance contre leur gouvernement. Incendies volontaires de stations de métro, barricades, « cacerolazos » (rassemblements en tapant sur des casseroles) ont embrasé le pays de vendredi à dimanche matin, les trois principales villes du Chili (Santiago, Concepcion au Sud et Valparaiso) connaissent chaque soir le couvre-feu et l'état d'urgence constitutionnel est instauré.

Hausse du prix du métro

« Le 13 octobre, des fraudes massives de lycéens ont commencé à Santiago suite à l'annonce du gouvernement de la hausse du prix du métro qui permet à trois millions de personnes de circuler dans la ville chaque jour », explique Karina. Des appels lancés sur les réseaux sociaux ont conduit des centaines de jeunes à « evadir » (frauder) et à sauter par-dessus les tourniquets du métro, à forcer l'ouverture des grilles, à occuper les quais des stations. Une forme de lutte qui avait déjà eu occasionnellement lieu ces dernières années.

« Dernièrement, deux lois ont été votées qui criminalisent les jeunes : la loi "Aula segura" (salle de classe en sécurité) qui criminalise et permet d'expulser des jeunes qui se mobilisent sur leurs lieux d'étude, et la loi de contrôle préventif permettant des contrôles d'identité à partir de 14 ans. Les lycées de Santiago ont connu de fortes mobilisations localisées contre cette politique répressive pendant un an. Là, leur revendication avait un fond pour interpeller l'ensemble du pays : contre l'augmentation du prix du ticket de métro », explique la militante féministe. Une accumulation d'expériences qui a certainement donné son caractère massif aux premières fraudes politiques du métro, en début de semaine.

Le 17 octobre, le syndicat des travailleurs du métro, partie prenante du syndicat majoritaire Centrale unitaire des travailleurs (CUT) organise une conférence de presse pour soutenir les étudiantEs, dénoncer la présence policière dans le métro et la répression, pour l'étatisation du système de transport et un tarif social.

Le 18 octobre, un nouvel appel est lancé sur les réseaux sociaux, de façon anonyme, adressé à l'ensemble de la population. Des milliers de personnes, « l'ensemble de la classe travailleuse de la ville », prennent spontanément d'assaut les stations, pourtant gardées par la police et l'armée. La nuit de protestation se finit par 78 stations brûlées et plusieurs supermarchés pillés. « La police ne pouvait pas contrôler le soulèvement spontané », sourit Karina.

État d'urgence

Le samedi, le président de droite conservatrice, Sebastian Piñera, annonce l'état d'urgence qui



restreint le droit de réunion et de circulation, permet aux militaires de circuler dans les rues. Ce dispositif n'a été employé qu'une fois depuis la fin de la dictature au Chili : lors du tremblement de terre à Concepcion dans le Sud du pays. Le couvre-feu a aussi été instauré dans les trois principales villes du pays, permettant la présence des militaires dans les rues et les détentions pour les personnes qui ne le respecteraient pas. Piñera annonce aussi le retrait de la hausse du prix du métro. « Mais c'est passé inaperçu et ça n'a eu aucun effet. Nous ne pouvions pas rentrer chez nous, accepter le retrait de la hausse du ticket contre la présence militaire dans les rues. Pour le couvre-feu, les gens ont fait comme pour le Nouvel an : un décompte avant qu'il ne commence. Il y a eu le double de personnes par rapport à la nuit du vendredi au samedi, avec plus de mille foyers de résistance, des barricades à chaque coin de rue. Même dans des petites villes, il y a eu des manifestations importantes. Un ami qui vit dans un village au Sud du Chili m'a dit qu'ils étaient 400 à protester. Le Groupe d'opérations de police spéciales, une sorte de police spéciale pour les cas de haut risque, a tenté d'y intervenir et a dû repartir », relate Karina. Pour l'instant, de cette rébellion, ne ressortent pas encore de revendications précises. Cependant, « à chaque coin de rue, les gens ont des pancartes du mouvement No+AFP [un mouvement pour un système public de retraites, initié par des syndicats, qui a convoqué une manifestation de près d'un million de personnes en 2017, suite à des cas de corruption de dirigeants de fonds de pensions privés]. L'esprit est que la fraude et le pillage sont le fait des riches. Il y a une dénonciation large des cas de corruption, dont les responsables n'ont été condamnés qu'à des cours d'éthique, des vols de l'armée, des réseaux pédophiles de l'Église catholique. Ils ont pillé le pays et les salaires ne suffisent pas à vivre, voilà ce que pensent

les travailleuses et les jeunes qui protestent », indique Karina.

« Bilan historique »

Pour lundi 21 octobre, une grève générale a été initialement appelée par l'Union portuaire du Chili, le syndicat majoritaire des dockers, contre la précarisation des conditions de vie et contre l'état d'urgence. La CUT et le mouvement No+AFP n'y appellent pas. La Coordination féministe du 8 mars (qui a organisé l'impressionnante grève du 8 mars chilienne) appelait aussi à la grève générale : « Nous appelons à ne pas se rendre au travail, à rester dans les rues ». Avec des dizaines de syndicats minoritaires, d'organisations sociales, environnementales, des droits humains, l'Assemblée coordinatrice des étudiants du secondaire du Chili

(secteur représentant les lycéens, plus radical que le mouvement universitaire) et la Confech, qui regroupe les fédérations étudiantes du pays.

« De façon profonde, ce qui est un jeu, c'est le bilan de la transition chilienne vers la démocratie, un pacte avec le régime dictatorial de Pinochet », estime Karina. La fin de la dictature en 1989 avait ouvert un espoir pour le peuple chilien qui se mobilisait depuis les années 1980. Cependant, la démocratie promise a conservé et a approfondi l'essentiel du programme libéral de Pinochet et de la bourgeoisie chilienne. « C'est une expérience de trente années, silencieuse, mais amère pour le peuple. Nous vivons des journées de bilan historique de cette période ».

Propos recueillis par AG

L'image de la semaine



Vu ailleurs

CLIMATO-SCEPTICISME AU PROGRAMME.

La France a décidément un problème avec l'enseignement de la question climatique. Il y a près d'un an, des personnalités issues des sciences du climat et de l'enseignement se sont émues de la pauvreté des (rares) pages consacrées aux changements climatiques dans les livres scolaires français. Une grogne qui intervenait alors que l'Éducation nationale faisait évoluer les programmes du lycée. [...]

À force de pétitions et de participation des élèves, et de certains de leurs enseignants, aux grèves pour le climat, Jean-Michel Blanquer a fini par réagir. Le 20 juin dernier, le ministre de l'Éducation nationale a saisi le conseil supérieur des programmes (CSP).

Dans le courrier adressé à sa présidente, Souâd Ayada, le patron de la rue de Grenelle demande que le CSP propose « des contenus d'enseignement complémentaires sur les enjeux du changement climatique, du développement durable et de la biodiversité », pour les programmes de l'école et du collège. Sujets qui devront, précise le ministre, « être intégrés dans toutes les disciplines et étoffés au fil de la scolarité ».

Pour garantir la « qualité scientifique » des propositions, le ministre recommande de faire appel à l'Inspection générale de l'éducation et aux « meilleurs experts sur ces questions qui exigent objectivité, rigueur et précisions scientifiques ».

Sitôt dit, sitôt fait. Depuis quelques semaines, les membres du CSP auditionnent experts et scientifiques. Mais pas que. Comme le révèle l'édition du 16 octobre du Canard enchaîné, Souâd Ayada a aussi tenu à écouter François Gervais. Médaille de bronze du CNRS, ce professeur émérite à l'université de Tours n'est pas un climatologue, mais un spécialiste reconnu de la supraconduction.

Problème : ce physicien est aussi l'un des porte-voix des climato-sceptiques français. Et sa thèse (le réchauffement n'est pas guidé par l'accroissement de la concentration de GES dans l'atmosphère mais par un cycle naturel de 60 ans, toujours inexpliqué) a été démontée par les sciences du climat.

Pis, dans son livre à charge contre les rapports du Giec, François Gervais montre son ignorance du cycle du carbone (c'est l'océan qui dégage du CO₂, pas les activités anthropiques), tord les conclusions d'études montrant que l'activité solaire n'est en rien responsable du réchauffement, confond évolution de la température moyenne globale et pic de température locale. [...]

L'histoire du CSP est révélatrice du tropisme de certains intellectuels et scientifiques français pour le déni climatique. [...]

Valéry Laramée de Tannenber, « Climat : le scepticisme au sommaire des programmes scolaires », le Journal de l'environnement, 20 octobre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org